



Tous les antisionistes sont antisémites. Même les Juifs ?

À l'heure où l'armée dite **Tsahal** multiplie les atrocités sur la bande de Gaza, les militants qui manifestent pour le cessez-le-feu sont taxés d'antisémitisme. C'est facile, cela ne fonctionne plus trop. Ce n'est pas de bonne guerre mais de sale guerre, de celles dans lesquelles, dans sa folie, **Emmanuel Macron** rêve d'engager le pays. Il s'agit de l'Ukraine, dans ses discours, mais il est aisé de voir que la mise en exergue du problème ukrainien sert de paravent à son soutien discret aux armées féroces de **Netanyahou**.

La création de l'état d'Israël par les grandes puissances victorieuses qui se partageaient le monde à Yalta n'a pas réglé le problème juif – si toutefois il y en avait un en dehors des séquelles terribles de la barbarie nazie – mais l'a créé, en déstabilisant le Moyen Orient d'une manière perverse et durable. C'est officiellement l'**ONU** naissante qui a créé ce problème en officialisant le sionisme comme doctrine censée représenter le peuple juif. Est-ce pour cela que dans un conflit terrible qui prend réellement la forme d'un génocide, on n'a toujours pas vu l'ombre d'un casque bleu à Gaza. Ils étaient là au Rwanda avec, par ailleurs une efficacité discutable, on les a vu ailleurs : au Kosovo, au Pakistan, au Congo, au Liban, mais pas à Gaza, et dans les sessions de l'**ONU**, il n'en est même pas question. Notre dossier « *histoire* » revient sur ces soixante-quinze ans de guerre, d'apartheid, de spoliation et rappelle le rôle des uns et des autres dans cette longue et terrible histoire.

Si ceux qui s'opposent au massacre sioniste sont antisémites, on doit se poser la question suivante : tous les Juifs sont-ils sionistes ? Même en Israël ce n'est pas vrai. Courageusement, sur le sol même de ce pays et malgré une répression violente, des manifestations éclatent et exigent le cessez-le feu. Et puis, nous revenons une fois de plus sur l'histoire glorieuse et méconnue d'une grande organisation juive et socialiste, le **Bund**. Ils étaient laïques, ils étaient antireligieux, ils étaient des centaines de milliers en Europe centrale, ils étaient totalement antisionistes, ayant diagnostiqué lucidement l'avenir que leur traçait cette tendance réactionnaire : « *La terre promise sera une prison* ». Ils revendiquaient le droit de vivre en paix et en sécurité

dans leurs pays de diaspora, de parler leur langue, le *yiddish* que l'état d'Israël a réprimé au nom de la recreation artificielle d'une novlangue hébraïque. Ils étaient des milliers et n'étaient pas sionistes.

La victoire des nazis en Allemagne, puis en Autriche, puis l'occupation de la Pologne, et de l'Ukraine a conduit la plupart d'entre eux à la chambre à gaz avant même que les autres populations civiles juives d'Europe soient frappées par la barbarie hitlérienne. Ceux qui ont survécu ont vu leur organisation niée et liquidée au profit des partis stalinien hégémoniques dans l'après-guerre. Ils se revendiquaient juifs de culture, Ils étaient libres penseurs, la **Libre Pensée** s'honore de leur rendre hommage.

Dans ce numéro de mai, le mois de la journée internationale des travailleurs, nous évoquons également un problème que l'on pourrait dire « *de société* » mais qui n'est qu'une question de liberté et de justice : à l'époque, pas si lointaine où l'homosexualité était un délit, vestige de la réaction thermidorienne qui a mené à l'empire, des hommes et des femmes ont été persécutés, emprisonnés en raison de leur orientation sexuelle. L'abolition de la législation qui criminalisait l'homosexualité aurait dû s'accompagner de réparation pour ces victimes. Il n'en a rien été. **Dominique Goussot** nous livre un état détaillé de ce problème poignant.

Enfin j'aimerais insister sur le dernier article de **La Raison**, notre cher journal, Une fois de plus, mais certainement pas une fois de trop, nous revenons sur les graves atteintes à la laïcité de l'École et de l'État dont les gouvernements, de droite comme de gauche, de la cinquième république se sont rendus coupables depuis sa promulgation. Sans vouloir prodiguer de conseils, il ne me semble pas mauvais d'apprendre cette triste litanie par cœur. Ne sommes-nous pas fondés, dès lors à attaquer l'État pour manquement de préservation du principe de la laïcité ?

Bonne lecture.

Jean-Sébastien Pierre,
Président de la Fédération Nationale de la Libre Pensée



La Raison
Le mensuel de la Libre Pensée

DIRECTION

André Lorulot de 1957 à 1963
Marc Blondel de 2007 à 2014
Directeur : Jean-Sébastien Pierre

RÉDACTION

Rédacteur en chef et administrateur :
Christophe Bitaud
Rédacteur en chef adjoint :
Christian Eyschen et Jean Debraine

Secrétariat de rédaction : Christophe Bitaud, Christian Eyschen, Michel Godicneau, Dominique Goussot, Jean Debraine, Roger Lepeix, Jean-Sébastien Pierre.

Comité de rédaction : Philippe Besson, Martine Bousset, Hansi Brémond, Quentin Dauphiné, Alban Desoutter, Lucienne Girard, Pierre Gueguen, Annie Lacroix-Riz, Catherine Le Fur, Alain (Georges) Leduc, Bruno Marsot, Sylvie Midavaine, Benoît Schneckenburger, Claude Singer.

ADMINISTRATION / SIÈGE SOCIAL
10-12 rue des Fossés Saint Jacques 75005 Paris
Tél. : 01 46 34 21 50 / Fax : 01 46 34 21 84
e-mail : secretariat_compta@fnlp.fr

<http://www.fnlp.fr/>
Abonnement 10 n° : 25€ - 20 n° : 45€
Paiement de l'étranger : 27€
IBAN FR76 1820 6002 0665 0276 5558 592
BIC : AGRIFRPP882

Crédit Agricole
Compte : La Libre Pensée Fédération Nationale Libres Penseurs
10 rue des Fossés Saint Jacques 75005 Paris
De soutien : 30€ minimum – Au numéro : 3,50€

Commission paritaire n° 0728 G 83405
ISSN : 0292-8965 – Tirage : 5 500 ex.

Mise en page : www.beatricegallas.fr
Impression : L'Ormont